



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 183 /DDPP/2020**  
**portant mise en demeure d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2921-a ;

VU le décret du 3 mars 2016 portant nomination de Monsieur RICHARD Evence préfet de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 291/DDPP/12 du 26 juillet 2012 modifié réglementant les activités exercées par la société INDUSTRIEL FRANCE sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 avril 2020, établi à la suite d'une visite d'inspection du 18 février 2020, constatant des non-conformités au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

VU les observations transmises par l'exploitant le 6 mai 2020 ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 susvisé, en mettant en demeure la société INDUSTRIEL FRANCE de régulariser cette situation et de prendre les mesures nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings :

- de réaliser, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) pour chacun des 4 circuits de refroidissement du site

Ces AMR devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé.

Dans ce même délai, et sur la base de ces AMR, sera mis en place un plan d'actions correctives formalisées avec des échéances de réalisation associées.

- de proposer, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un échéancier pour la réalisation de ces 4 AMR

- de formaliser, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'entretien répondant aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, pour chacun des 4 circuits de refroidissement du site

Ces plans devront être mis à jour dans le mois suivant la réalisation de l'AMR. Ainsi le délai de mise en conformité de ce point ne pourra dépasser 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

ARTICLE 4 : Le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Châteauneuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

02 JUIN 2020

Thomas MICHAUD

copie adressée à :

- Société INDUSTRIEL FRANCE  
118 rue des Etaings  
BP 368  
42803 RIVE DE GIER
- Mairie de Châteauneuf
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono